



SOMMAIRE

Résultats économiques des exploitations agricoles : en baisse en 2024 pour la deuxième année consécutive

- 2024 : de mauvaises récoltes en grandes cultures et viticulture
- 2024 : les résultats des exploitations proches de la moyenne 2016-2020
 - Exploitations spécialisées en productions végétales : un recul très marqué des résultats en céréales et en viticulture
 - Productions animales : diminution des résultats des exploitations spécialisées en monogastriques
- Des disparités en fonction du lieu de production
- Zoom sur les subventions d'exploitation
- La situation financière des exploitations agricoles en 2024

RÉDACTION



Clarisse Bonhomme

clarisse.bonhomme@france.chambres-agriculture.fr

Résultats économiques des exploitations agricoles : en baisse en 2024 pour la deuxième année consécutive

En décembre dernier, le Service de la Statistique et de la Prospective a présenté les informations économiques issues du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) pour l'année 2024. Ces données micro-économiques, collectées chaque année, sont une source d'information précieuse pour mesurer plusieurs paramètres comme l'évolution des résultats des exploitations agricoles, le rôle des subventions agricoles ou bien encore la trajectoire de l'endettement des exploitations.

Pour la deuxième année consécutive, les résultats des exploitations, tant économiques que financiers, s'affichent globalement en baisse et se situent à un niveau proche de la moyenne 2016-2020, période qui précède l'épisode de volatilité inédit que les agriculteurs ont traversé. En 2024, cette situation a constitué un frein pour les investissements agricoles et provoqué l'augmentation du ratio d'endettement des exploitations. Ces conclusions, très globales, masquent en réalité des disparités importantes entre les structures, avec des trajectoires différentes selon la nature des productions ou bien le lieu d'implantation des exploitations. Et c'est bien là ce qui caractérise le monde agricole : le cumul d'une forte volatilité des résultats économiques d'une année sur l'autre et d'une grande variabilité des situations individuelles des exploitations.

2024 : DE MAUVAISES RÉCOLTES EN GRANDES CULTURES ET VITICULTURE

La plus faible récolte de céréales depuis 40 ans

Avant de rentrer dans le vif du sujet, il paraît pertinent de rappeler quelques éléments de contexte de la campagne 2024 qui ont pu exercer une influence sur les résultats des exploitations agricoles. L'automne 2023 et l'année 2024 ont été marqués par des précipitations abondantes qui ont perturbé les semis d'automne et de printemps, et ont eu un impact négatif sur les rendements. Ainsi, la récolte de céréales a été la plus faible des 40 dernières années, reculant de plus de 16 % par rapport à la moyenne quinquennale. La production d'oléagineux a perdu 11 % en un an mais elle est restée légèrement supérieure à la moyenne.

En revanche, les récoltes de betteraves et de pommes de terre ont enregistré des augmentations de 2 % et 6 %. La récolte viticole a également pâti des conditions climatiques dans tous les bassins de production. La production totale a diminué de 24 % par rapport à 2023 et de 18 % par rapport à la moyenne ; elle est comparable aux faibles productions de 2017 et de 2021.

La production de fruits a progressé à l'exception de la production d'abricots (-35 %) et de cerises (-1 %). L'évolution des productions de légumes est assez inégale en fonction des variétés considérées.

En productions animales, la filière volaille se démarque toujours par une augmentation de la production de viande de volailles de 8,8 %, permise notamment par l'amélioration de la situation sanitaire et la progression de la consommation. La production d'œufs a reculé de 1,9 %, baisse dont les effets se font sentir aujourd'hui auprès des consommateurs. La production de viande de ruminants a poursuivi son déclin (-0,8 % pour la viande bovine, -0,7 % pour la viande caprine et -6,1 % pour la viande ovine), et la production de viande porcine s'est stabilisée après la baisse des années précédentes. La collecte de lait a légèrement progressé (+1,4 %), après trois années de recul. Notons également que les conditions climatiques ont permis une bonne pousse de l'herbe. Les prix des productions agricoles ont globalement diminué (-2,7 %), notamment pour les productions végétales.

Mais ces évolutions ont été contrastées selon les productions :

- une baisse des prix très marquée pour les céréales (-11,5 %) et les betteraves sucrières (-19 %) ainsi que pour certaines productions animales (entre -7,5 % et -10 % pour les œufs, la viande de volaille ou la viande porcine)
- une relative stabilité des prix pour le lait et les produits laitiers, la viande bovine, les légumes frais et le vin ;
- une légère augmentation des prix pour les fruits et la viande de veau et une progression plus marquée pour les viandes ovines et caprines et pour les pommes de terre.

Alors que les prix des principales céréales sont revenus à leur plus bas niveau depuis 2019, de nombreuses productions animales ont enregistré des prix records. Quelques évolutions notables concernant les prix des charges sont à souligner : le prix des engrais a reculé de près de 30 % après le pic atteint en 2023. Les prix des aliments pour animaux et des carburants ont également diminué notablement.

►► RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES : EN BAISSÉ EN 2024 POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE (SUITE)

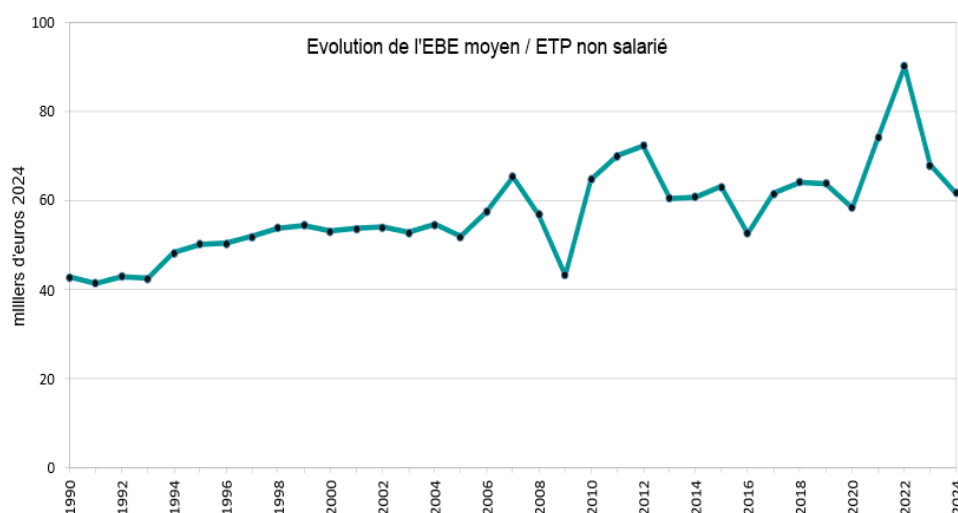
2024 : LES RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS PROCHES DE LA MOYENNE 2016-2020

Ratios par ETP non
salarié : -10 %
EBE ; -20 % RCAI

Avant de rentrer dans le détail des résultats des exploitations, précisons quelques aspects méthodologiques. En 2024, les données du RICA ont été établies à partir des données d'un échantillon de 7 250 entreprises, pondérées pour représenter les 300 000 exploitations couvertes par le champ du RICA, c'est-à-dire les exploitations dont la production brute standardisée (PBS) est supérieure à 25 000 € en métropole et 15 000 € dans les départements ultra-marins. Les micro-exploitations ne font donc partie du champ du RICA, qui représente 99 % de la production standard et 95 % de la surface agricole. La méthode de calcul des principaux indicateurs est rappelée en annexe.

Les fortes variations de production en 2024, et dans une moindre mesure les évolutions de prix, expliquent en grande partie l'évolution des résultats de 2024.

Graphique 1 : l'excédent brut d'exploitation moyen



Source : Agreste - RICA

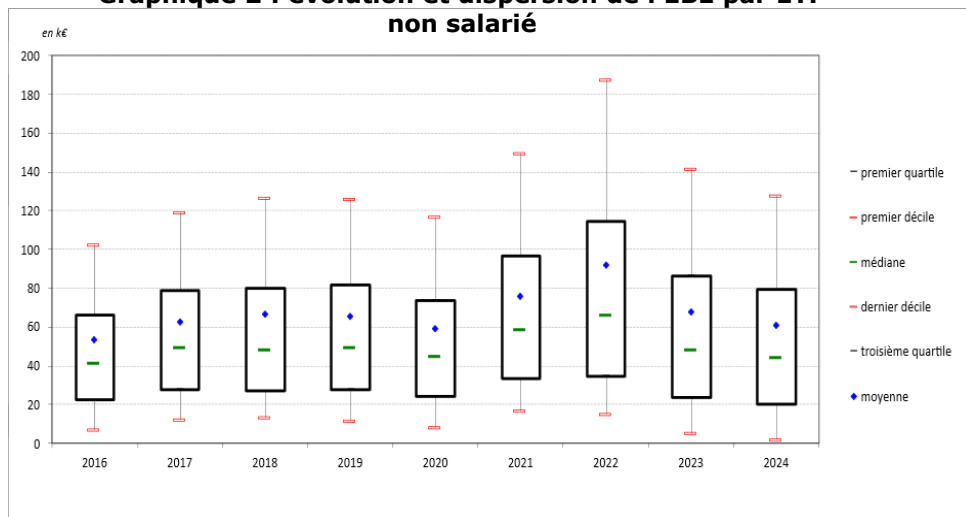
Car la volatilité des résultats des exploitations qui s'est installée depuis 2006 est toujours de mise. Ainsi, en deux ans, l'excédent brut d'exploitation par équivalent temps plein non salarié (EBE / ETP non salarié) a diminué de 32 %, après avoir augmenté de 54 % entre 2020 et 2022 pour atteindre un record cette même année. Cet EBE se chiffre en moyenne à 61 640 € : il est en baisse de 9,4 % par rapport à 2023 et c'est le résultat le plus faible depuis 2020. 2024 se situe légèrement au-dessus de la moyenne quinquennale 2016-2020 (+2,6 %), période qui précède la forte reprise des marchés, liée à la reprise économique post-covid puis au déclenchement de la guerre en Ukraine.

Considérons un autre marqueur des résultats économiques des exploitations agricoles : le revenu courant avant impôt (RCAI). Ainsi, en deux ans, le RCAI par équivalent temps plein non salarié (RCAI / ETP non salarié) a été divisé par deux ! Après avoir été multiplié par deux entre 2020 et 2022... Le RCAI se chiffre en moyenne à 29 400 € en 2024 : il a diminué de 19,8 % par rapport à 2023 et c'est le résultat le plus faible depuis 2016, 2016 étant une autre année marquée par les mauvaises récoltes céréalières. 2024 se situe néanmoins à un niveau supérieur de 28 % à celui de 2016, mais en dessous de 5,2 % par rapport à la moyenne quinquennale 2016-2020.

►► RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES : EN BAISSSE EN 2024 POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE (SUITE)

A cette variabilité interannuelle, s'ajoute une variabilité intra-annuelle : pour une même année, ces résultats masquent des disparités importantes liées à différents critères dont la nature des productions principales de l'exploitation, la taille des exploitations mais aussi de la situation géographique des exploitations comme nous allons le voir par la suite. Pour mesurer cette variabilité intra-annuelle, reprenons le graphique 1, en le recentrant sur les dernières années et en précisant quelques critères de dispersion.

Graphique 2 : évolution et dispersion de l'EBE par ETP non salarié



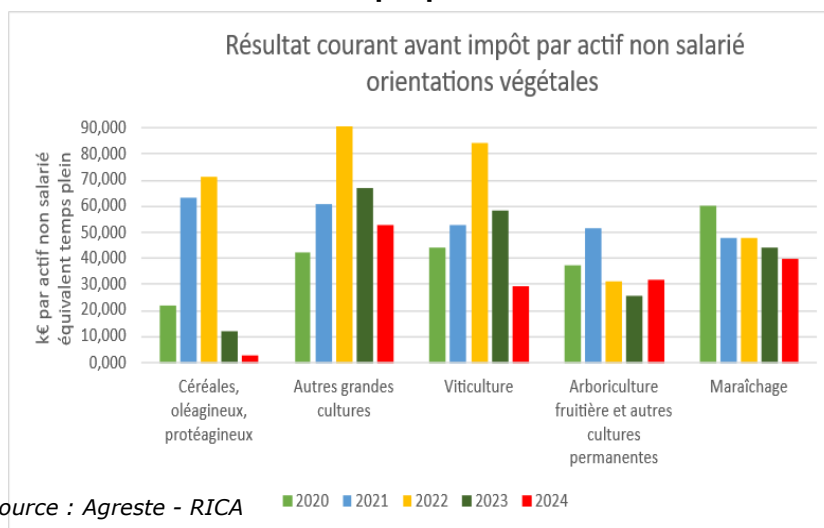
Source : Agreste - RICA

En 2024, l'EBE/ETP non salarié s'établissait en moyenne à 60 900 €. 50 % des exploitations ont un EBE supérieur à 44 500 € (médiane) ; 10 % ont un résultat inférieur à 2 000 € (1er décile) ; 10 % ont un EBE supérieur à 127 900 € (dernier décile) ; 25 % ont un résultat inférieur à 20 000 € (1er quartile) et 25 % ont un EBE supérieur à 79 100 € (3ème quartile). Toutes ces données reflètent l'hétérogénéité des résultats des exploitations, avec une dispersion qui a été exacerbée en 2022 et qui s'est réduite depuis, mais qui reste supérieure à la période 2016-2020.

Soulignons que près de 9 % des exploitations ont un EBE négatif, proportion qui a augmenté de 1,5 point par rapport à 2023. Un tiers de ces exploitations avait déjà un EBE négatif en 2023. Plus d'un quart des exploitations ont un RCAI négatif (20 % en 2023) avec une proportion importante pour les exploitations spécialisées en céréales et oléo-protéagineux (48 %) et en viticulture (33 %).

Exploitations spécialisées en productions végétales : un recul très marqué des résultats en céréales et en viticulture

Graphique 3



Source : Agreste - RICA

Baisses de résultat : -78 % en céréales oléoprotéagineux ; - 49 % en viticulture

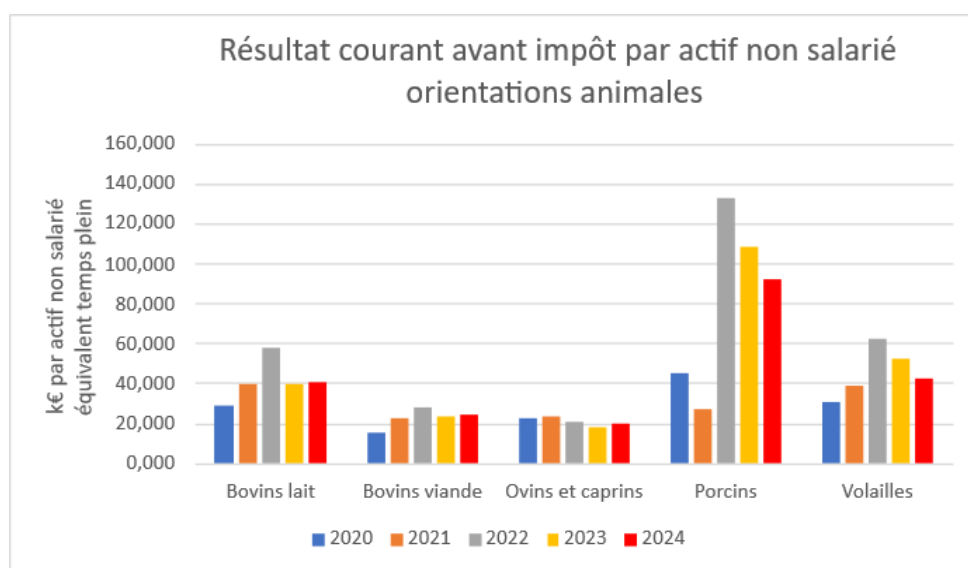
►► RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES : EN BAISSÉ EN 2024 POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE (SUITE)

Globalement, les résultats des exploitations orientées vers les productions végétales, mesurés par l'indicateur RCAI/ETP non salarié, enregistrent des baisses de résultats en 2024, sauf en arboriculture (+26 % par rapport à 2023). Le recul est particulièrement marqué pour les exploitations spécialisées en céréales et oléagineux (-78 %) et en viticulture (-49 %). Il est plus modéré pour les autres grandes cultures (-21 %) et le maraîchage (-16 %).

Les exploitations spécialisées en céréales et oléo-protéagineux (COP) enregistrent leur plus faible résultat depuis 2016 à 2 700 € (pour mémoire, le résultat moyen était négatif en 2016). Pour les entreprises orientées vers la viticulture, il faut remonter à 1993 pour avoir un résultat aussi faible, qui est néanmoins proche de la moyenne de toutes les exploitations à 29 700 €. Soulignons que la baisse de résultat est plus modérée pour les exploitations spécialisées en maraîchage (-10,5 %) qui enregistre néanmoins leur plus faible résultat depuis 2017.

Productions animales : diminution des résultats des exploitations spécialisées en monogastriques

Graphique 4



Source : Agreste - RICA

L'évolution des résultats des exploitations spécialisées en productions animales est différente selon les productions :

- les exploitations spécialisées en production porcine ont un RCAI/ETP non salarié qui a reculé de près de 15 % en 2024, mais qui reste à un niveau élevé, c'est-à-dire 60 % au-dessus du niveau moyen de 2016 à 2020 ;
- l'évolution est similaire pour les exploitations spécialisées en volailles avec une diminution de près de 8 % en 2024, à un niveau qui reste supérieur à la moyenne 2016-2020 ;
- le résultat augmente pour les exploitations spécialisées en bovin lait (+1,8 %), bovin viande (+5,5 %) et ovins / caprins (+12 %). Les résultats sont supérieurs à ceux de la période 2016-2020, sauf en ovins / caprins (diminution de 18 % par rapport au résultat moyen de cette période).

Les résultats
des
exploitations
orientées
ruminants en
hausse

►► RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES : EN BAISSÉ EN 2024 POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE (SUITE)

Des disparités en fonction du lieu de production

La variabilité du résultat des exploitations s'explique, en partie, en fonction des orientations de production d'une exploitation donnée. Néanmoins, pour une même production, les résultats peuvent varier en fonction de la localisation de cette production. C'est le cas, et on le comprend aisément, en production viticole en fonction des bassins de production. Si la baisse des résultats s'observe dans tous les bassins de production, elle est particulièrement marquée dans le Bordelais et en Languedoc-Roussillon.

Tableau 1 : indicateurs économiques des exploitations spécialisées en viticulture en fonction de leur bassin de production

	EBE/ETP non salarié	Evolution EBE/ETP non salarié en %	RCAI/ETP non salarié	Evolution RCAI/ETP non salarié en %
	2024 en €	2024/2023	2024 en €	2024/2023
Alsace	29 245	-47,6	10 233	-71
Bordelais	16 624	-44,9	-16 040	-221,6
Bourgogne-Beaujolais	118 618	-25,1	81 357	-34,4
Champagne	100 990	-35,2	79 793	-40,1
Charentes	76 841	-56,7	20 178	-84,0
Languedoc-Roussillon	19 531	-39,0	-785	-110,5
Sud-Est	36 237	-10,7	12 067	-25,8
Sud-Ouest	29 607	-24,6	4 825	-69,5
Val de Loire	70 393	-27,8	33 074	-43,7
Ensemble viticulture France	57 813	-33,0	29 676	-50,2

Source : Agreste - RICA

Le SSP a également étudié la dispersion des résultats en production laitière :

Tableau 2 : indicateurs économiques des exploitations spécialisées en bovins lait en fonction de la localisation de l'exploitation

	EBE/ETP non salarié hors subvention	EBE/ETP non salarié	Evolution EBE/ETP non salarié en %	RCAI/ETP non salarié	Evolution RCAI/ETP non salarié en %
	2024 en milliers €	2024 en milliers €	2024/2023	2024 en milliers €	2024/2023
Hors zone défavorisée	64,7	86,7	10	45,9	11,5
Zones de montagne	33,6	62,8	0,9	30,6	-2,8
Zones soumises à contraintes (ZSCN et ZSCS)	52,2	85,1	3,7	40,8	0,1
Ensemble bovin lait	54,2	80,6	6,5	41,0	5,3

Source : Agreste - RICA

L'EBE/ETP non salarié hors subventions évolue entre 33 600 € dans les zones de montagne et 64 700 € dans les zones « non défavorisées », soit 92 % de plus. Si l'on incorpore les subventions dans le calcul de l'EBE, l'écart de résultat n'est plus que de 50 %. Ces données mettent en évidence le rôle des subventions agricoles en production laitière qui permettent d'atténuer la variation des résultats.

► RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES : EN BAISSSE EN 2024 POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE (SUITE)

Lors de la Commission des comptes de l'agriculture, une demande a été formulée pour que ce type d'étude, c'est-à-dire le résultat des exploitations en fonction de la localisation géographique, soit réalisé en grandes cultures, en comparant les zones intermédiaires et les autres zones de production. Nous aurons sans doute des éléments lors de la publication des résultats RICA de 2025, à la fin de cette année.

ZOOM SUR LES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Les subventions d'exploitation sont intégrées dans le calcul de l'EBE. En 2024, le montant moyen des subventions s'élevait à 38 610 € par bénéficiaire. La majorité de ces subventions est constituée des aides du premier pilier de la PAC (71 %), les aides du second pilier représentant 21 % et les aides hors PAC, 8 %. 91 % des exploitations ont bénéficié de subventions ; la part des bénéficiaires est plus importante dans les filières grandes cultures, bovins et ovins-caprins. Ce sont dans les OTEX céréales oléo-protéagineux, bovins viandes et ovins/caprins que le ratio subventions sur EBE est le plus important.

Tableau 3 : subventions d'exploitation en 2024

Orientation technique	Part de bénéficiaires de subventions (en %)	Part des subventions dans l'EBE (en %)	Proportion d'exploitations dont l'EBE serait négatif sans subvention (en %)
Céréales et oléoprotéagineux	99,8	92,8	51,6
Autres grandes cultures	99,0	29,9	21,2
Maraîchage	72,4	16,7	10,9
Horticulture	37,0	7,4	9,0
Viticulture	69,8	14,1	24,9
Fruits et autres cultures permanentes	86,9	44,1	30,2
Bovins lait	100,0	32,7	9,4
Bovins viande	99,7	81,4	43,8
Bovins mixtes	100,0	46,2	12,7
Ovins et caprins	99,8	81,2	46,2
Porcins	82,3	9,7	7,7
Volailles	78,9	14,8	6,6
Polyculture polyélevage	96,7	53,4	34,2
Ensemble des exploitations	91,4	41,9	30,1

Source : Agreste - RICA

LA SITUATION FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN 2024

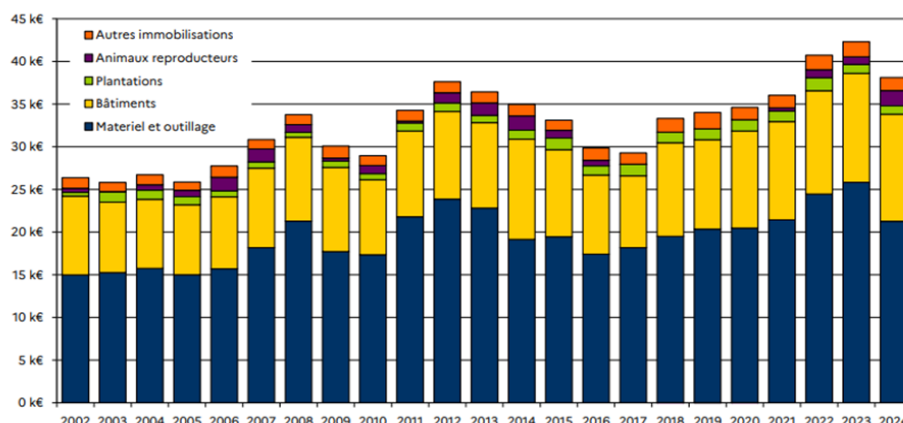
Ce panorama des résultats des exploitations agricoles peut être complété par l'approche de la situation financière de ces entités. Tout d'abord, étudions l'évolution du solde disponible des exploitations, solde qui permet aux exploitants de se rémunérer et d'investir pour développer l'exploitation. Ce solde disponible se calcule à partir de l'EBE, en déduisant les annuités d'emprunt à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant.

En 2024, ce solde se chiffre en moyenne à 22 930 € : il est en baisse de 22 %, après une année 2023 elle aussi marquée par une diminution importante (-40 %). Ce niveau est le plus faible depuis 2016, et il se situe légèrement en dessous du niveau moyen de 2016-2020. L'évolution négative du solde disponible explique la rupture observée sur les investissements. En effet, ces investissements ont augmenté chaque année sur la période 2017-2023, alors qu'ils ont enregistré une baisse de 9,2 % en 2024. En moyenne, les investissements se chiffrent à 38 110 €, et le recul est particulièrement marqué en grandes cultures (-35 %), en viticulture (-20 %), mais aussi en fruits (-31%). Ces investissements restent majoritairement orientés vers la matériel et l'outillage, ainsi que vers les bâtiments. En 2024, on note une augmentation notable des investissements dans les animaux reproducteurs.

Un recul des investissements

► RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES : EN BAISSÉ EN 2024 POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE (SUITE)

Graphique 5 : évolution du solde disponible par exploitant en milliers d'euros 2024



Données en euros constants de 2024, calculées sur des échantillons complets d'exploitations par année (Méthodologie)

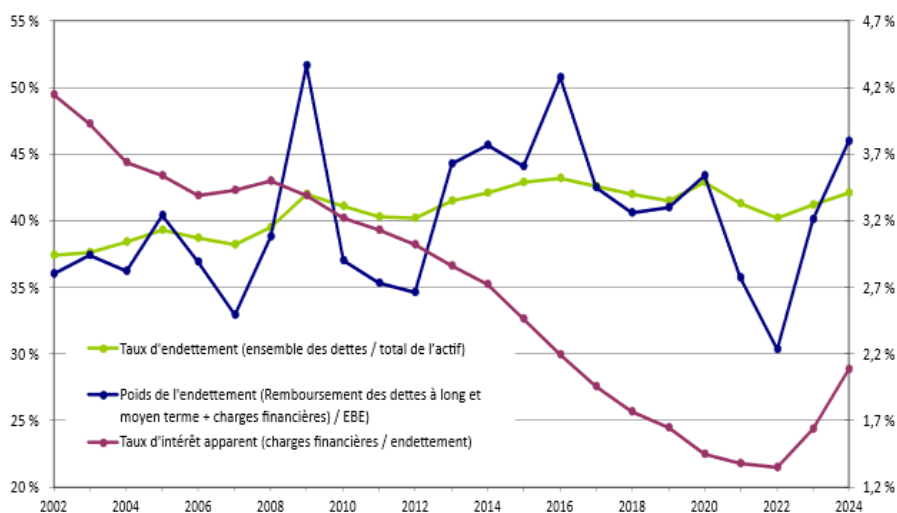
Source : SSP RICA 2002 à 2024

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe, Martinique et La Réunion à partir de 2021

Source : Agreste - RICA

Dans la suite logique des investissements, il paraît opportun de suivre l'évolution de l'endettement des exploitations agricoles. L'endettement moyen s'élève à 241 220 €, en très légère progression par rapport à 2023 (+0,3 %). Rapporté au total de l'actif des entreprises, le taux d'endettement a augmenté de 0,9 point. Le poids de l'endettement dans l'EBE a, quant à lui, progressé de 6 points pour atteindre 46 %, cette progression s'expliquant notamment par le recul de l'EBE.

Ratios d'endettement (axe de gauche) et taux d'intérêt apparent (axe de droite) des exploitations agricoles



Source : Agreste - RICA

► **RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES : EN BAISSSE EN 2024 POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE (SUITE)**

2024 restera ancrée dans la mémoire des céréaliers et des viticulteurs : les conditions climatiques exceptionnelles ont amputé les productions de ces agriculteurs et ont dégradé les résultats de ces exploitations. D'autres producteurs, notamment ceux spécialisés dans les productions animales, n'ont pas le même ressenti : leurs résultats d'exploitation restent supérieurs à ceux de la période 2016-2020 qui précède la forte volatilité des prix liée à la reprise post-covid et accentuée par le déclenchement de la guerre en Ukraine.

Cette année 2024 montre, une fois de plus, que l'activité agricole est fortement dépendante de facteurs externes, et que les résultats des exploitations sont très volatils, avec une volatilité qui s'est accentuée au début des années 2000.

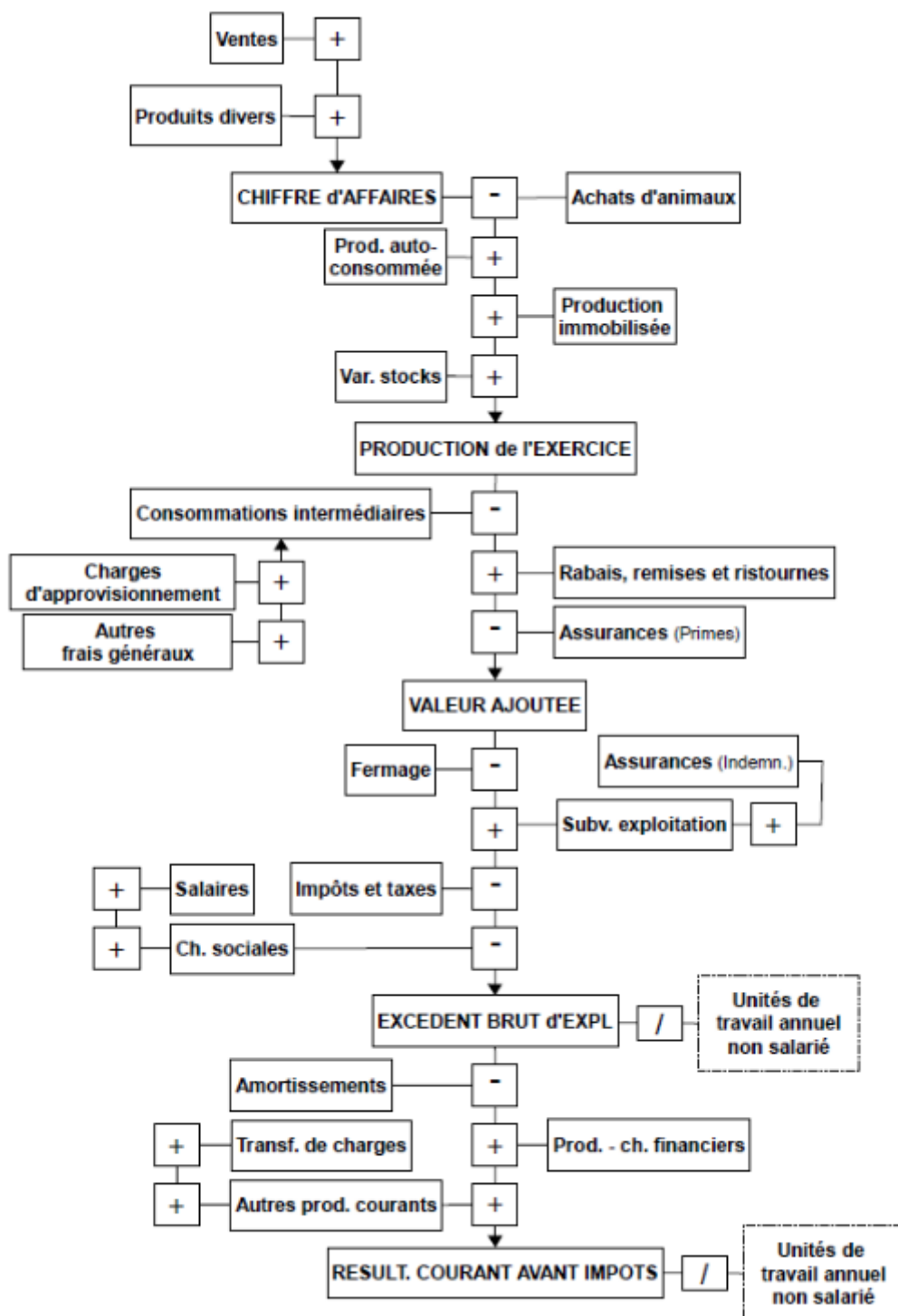
C'est l'un des enjeux de la PAC d'assurer un revenu équitable aux agriculteurs et de contribuer à la stabilité des revenus. Le RICA a été mis en place pour mesurer les effets de la PAC sur les exploitations. C'est dans ce cadre qu'est paru récemment une étude Agreste qui fait le bilan de la première année de la programmation 2023-2027 de la PAC, alors que les débats ont commencé sur la programmation suivante. La perspective de la PAC 2028-2034 est d'ores et déjà dans les esprits au regard des intentions de la Commission européenne, énoncées en juillet 2025.

2024 aura vu baisser les résultats des exploitations agricoles. Les premiers éléments de projection sur 2025, issus des comptes de la nation, tablent à ce stade sur une légère augmentation de la valeur de la production agricole nationale, en lien avec une progression des volumes et des prix, et singulièrement des prix des bovins et des œufs. La valeur des consommations intermédiaires est attendue stable. Ces premiers éléments laissent entrevoir encore une grande hétérogénéité des exploitations en fonction des productions principales.

C'est dans ce contexte de revenus fluctuants, d'incertitudes accentuées par le changement climatique, les tensions géoéconomiques et géopolitiques, et de stratégie européenne sur l'agriculture que l'on pourrait qualifier de confuse, que certains agriculteurs ont manifesté ces derniers jours.

► **RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES : EN BAISSÉ EN 2024 POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE (SUITE)**

Annexe : Schéma de construction des indicateurs du RICA
(source : SSP, 2025)



Chambres d'agriculture France

9 avenue George V — 75008 Paris

Tél : 01 53 57 11 40

Directeur de la publication :

Thierry Pouch

Mise en page : Odile Martin-Lefèvre

Service Etudes économiques et prospective

Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural CASDAR
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE
Liberté Égalité Fraternité

CHAMBRES D'AGRICULTURE FRANCE

chambres-agriculture.fr

